



Nos travaux ne nient pas le réel, ils le décrivent... y compris celui du boucher-charcutier de Tourcoing !

Communiqué des syndicats CGT, FO et SUD de l'Insee

Récemment, le ministre de l'Intérieur [M. Darmanin a déclaré](#) que les enquêtes de victimation et les études qui en sont tirées « niaient le réel » et valaient moins que l'appréciation d'un boucher-charcutier de Tourcoing.

Ces propos conduisent à une remise en cause des travaux de notre institut ainsi que du sérieux et de la qualité du travail de nos collègues. Ces propos pourraient en outre avoir pour objectif de décrédibiliser l'ensemble des productions de l'Insee et de la statistique publique. Ils sèment le doute sur l'utilité de nos travaux, dont l'objectif est « d'éclairer le débat public et de guider la décision politique en toute neutralité ».

Les enquêtes auprès des ménages sont réalisées au sein de notre institut avec tout le sérieux nécessaire. Elles sont initiées après concertation au Comité National de l'Information Statistique (CNIS). Elles sont conçues sur la base du savoir-faire de nos concepteur.trice.s d'enquête. Les échantillons sont tirés par des méthodologues aguerris.e.s en suivant des processus qui ont fait leur preuve. Les enquêtes sont réalisées sur le terrain auprès de milliers d'enquêtés - y compris des bouchers-charcutiers - par des centaines d'enquêtrices et d'enquêteurs consciencieusement coordonnés.e.s par des équipes professionnelles. Dans toutes les régions. Dans le cas des enquêtes de victimation, elles sont co-produites avec le service statistique du ministère de l'Intérieur qu'un certain Gerald Darmanin menaçait il y a peu de supprimer.

Ces enquêtes débouchent sur des résultats précis et solides mis à la disposition du public le plus large. Chacun.e est libre d'en tirer les conclusions qu'il souhaite mais nous dénonçons l'instrumentalisation faite par le ministre de l'intérieur. Celui-ci invalide sans arguments les chiffres qui ne lui conviennent pas. La statistique a justement pour rôle et pour objet d'appréhender des réalités complexes en se détachant des biais de proximité qu'implique l'expérience ordinaire de chacun.e.

On s'étonne d'ailleurs qu'un ministre de l'intérieur semble déçu de constater que la délinquance stagne. Ne devrait-il pas s'en féliciter pour le bien commun ? C'est que M. Darmanin a des ambitions personnelles bien plus précieuses à ses yeux que la sécurité collective. Nous ne sommes pas dupes des intentions réelles de M. Darmanin.

Toutefois, ne prenons pas ses propos d'un membre du gouvernement, à la légère ! Ils engagent la parole du gouvernement. M. Le Maire, notre ministre de tutelle cautionne-t-il cette vision de notre engagement et du produit de notre travail ?

Il est consternant pour nous d'apprendre par la voix d'un ministre le positionnement de nos gouvernants sur l'utilité de notre mission. Pour notre part, que les chiffres plaisent ou non au ministre de l'intérieur, nous réaffirmons l'indépendance, le sérieux, la qualité et l'utilité des travaux de l'institut.

Nous demandons donc à notre directeur général M. Tavernier de rappeler à son tour au gouvernement l'utilité de nos missions, l'indépendance et le sérieux de nos travaux, de dédire le ministre de l'intérieur et de confirmer la validité des résultats d'enquêtes, même s'ils ne plaisent pas au ministre de l'intérieur.

Montrouge, le 20 mai 2021